

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport sur le Covid-19 au Burundi

Rapport de Février 2021

05/03/2021

1. Introduction

Le mois de février s'est avéré morose, tout le contraire du trépidant précédent mois de janvier. Aucune publication officielle sur la pandémie, et les autorités se sont faites totalement discrètes sur le sujet, alors qu'elles étaient plutôt dithyrambiques auparavant. Deux seuls faits marquants : l'annonce de l'ambassadeur de Chine que son pays compte mettre à la disposition du continent africain dix millions de doses de vaccin, et le ministre de la Santé qui dit que le Burundi n'a pas besoin de vaccin.

2. « Le Burundi n'a pas besoin de vaccin »

C'était le 5 février. Le ministre de la Santé, Thaddée Ndikumana a déclaré : « *Les mesures préventives sont plus importantes que le vaccin* », avant d'ajouter, « *le Burundi n'a pas encore besoin de vaccin* ». Si la communication est la seule publique et officielle enregistrée pour tout le mois de février, elle vaut tout de même son pesant d'or. D'abord parce qu'elle vient confirmer la position de tout temps des autorités burundaises de minimiser l'existence et les dangers de la pandémie du Covid-19 sur le sol burundais, ensuite parce qu'elle renferme en elle-même une contradiction fondamentale. Elle est contradictoire dans ce sens que « *les mesures préventives* » en question n'ont jamais fait l'objet de suivi et encore moins de mesures d'accompagnement. Et, preuve de cette négligence, Thaddée Ndikumana ne portait même pas le masque au moment où il en parlait.

3. Un silence coupable

Au moment où la population à travers le pays crie son désarroi sur les médias en exil, le pouvoir préfère se murer dans le silence. Même l'annonce de l'OMS, en janvier, de faire du Burundi, tout comme la Tanzanie voisine, un pays non-bénéficiaire du dispositif COVAX 2021 pour les vaccins anti-Covid-19, n'a provoqué aucune réaction de la part du gouvernement. A moins que le discours

du ministre le 5 février n'en constitue une. Mais « *la situation pour le moins alarmante rapportée le mois précédent nécessitait une réaction rapide et un discours d'apaisement* », a estimé Côme Konakuze, expert épidémiologiste.

4. Une annonce qui sème la confusion

« *La Chine va accorder dix millions de doses de vaccin au continent africain* », a annoncé l'ambassadeur de Chine au Burundi, début février. En quelques heures, le discours a fait le *buzz* sur les réseaux sociaux. Dans un premier temps, l'annonce a semé une confusion totale et l'opinion a vite pensé qu'il s'agissait de vaccin dont allait bénéficier le Burundi. Mais certains médias ont vite calmé les esprits en précisant que cela concernait toute l'Afrique.

5. Les chiffres, eux, continuent de monter avec une prépondérance de cas locaux

Jusqu'au 23 février, sur 144 343 personnes testées, 2 106 ont été testées positives et seuls 509 cas ont été importés de l'extérieur, 1 597 étant donc des cas de transmission locale. Les choses sont donc totalement inversées, puisque tous les rapports d'avant montrent que les cas importés étaient de loin supérieurs à ceux locaux. Mais ce constat est somme toute logique, les autorités burundaises ayant elles-mêmes avoué en janvier, que 17 provinces sur les 18 que comptent le pays, « *sont affectées par le virus* ». Il n'en fallait pas plus pour que le Burundi soit reclassé par le bureau régional de l'OMS Afrique, passant ainsi de la catégorie de pays à « transmission communautaire d'incidence basse » à la catégorie de pays à « transmission communautaire d'incidence modérée ».

6. Des cas d'évasion de malades et la question des conditions de leur prise en charge

En province Ruyigi, à l'est du pays, 26 personnes se sont évadées d'un centre d'isolement à Nyabitsinda. Parmi elles, 13 avaient été testées positives au Covid-19. Il s'agissait de jeunes gens rentrés de la Tanzanie où ils s'étaient rendus pour travailler dans des champs. Ils étaient internés dans les locaux d'un centre d'enseignement des métiers dans la province de Ruyigi depuis une semaine. « Rien d'étonnant, témoigne un ancien pensionnaire dudit centre. *Les conditions de vie y sont tellement mauvaises que tout le monde échafaude son plan d'évasion. J'ai moi-même failli m'enfuir* », reconnaît-il, sous anonymat. Mais cette évasion fait craindre une propagation à grande échelle du virus, puisque les concernés se sont sans doute mêlés à la population.

7. Un mort non officiellement répertorié

Selon le média en ligne SOS Médias, un Burundais qui avait été mis en quarantaine dans un centre situé dans la commune de Kibago, sud du pays, est décédé suite aux mauvaises conditions d'isolement. La victime rentrait également de la Tanzanie.

Officiellement, le gouvernement burundais reconnaît deux décès liés au Covid-19. Celui de Kibago s'ajoute à des dizaines d'autres rapportés des différents coins du pays depuis l'apparition du coronavirus sur le sol burundais.

8. Conclusion

Ce mois s'est certes caractérisé par un calme plat des autorités. Mais outre que le silence lui-même est parlant, il n'en reste pas moins intéressant par les faits qui mettent en évidence la gravité d'une situation qui, malheureusement, risque de continuer à s'aggraver si le gouvernement ne change pas d'attitude. Autre fait marquant, le présent rapport ne comporte aucun tableau sur les statistiques portant sur le Covid-19, simplement parce que le ministère n'en a publié aucun pour ce mois de février